

Date : 26 octobre 2022 Heure : 10 h30 à 12 h Lieu : TEAMS	Répondants DSI Règlement et RSN en lien avec les activités de soins confiées aux aides-soignants
Présence MSSS Karine Labarre, conseillère DNSSI Geneviève Plourde, adjointe DNSSI	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
1. Mot de bienvenue	Accueil des participants par Karine Labarre.	
2. Présentation Ordre du jour	Présentation des sujets abordés à cette rencontre. Mme Labarre se présente et effectue une courte mise en contexte de la rencontre. Demande d'ajouts au varia : M. Serge Gauvreau concernant les CPE et le refus de reprendre les enfants dans certains cas. M. Guy Thibault révocation des autorisations FADM Mme Chantal Voghel ententes avec les directions des écoles Mme Sylvie Décarie RPA	Suivi de l'enjeu rapporté en lien avec les CPE fait auprès de la direction responsable au MSSS et le Ministère de la Famille
3. Déploiement : points de suivi	a) Lettre aux PDG	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<ul style="list-style-type: none"> • Une correspondance a été acheminée le 18 juin dernier demandant de transmettre les noms des répondants pour chaque établissement. • Déploiement de communication, plusieurs Tables sont rencontrées, regroupement RI-RTF et une présentation faite aux Centres de formations professionnelles. Une page Web a été mise en ligne sur le site du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) accessible à tout le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) ainsi qu'aux partenaires externes. L'adresse courriel guichet39.7-39.8@msss.gouv.qc.ca est uniquement pour les répondants du RSSS. Mme Labarre invite les répondants à ne pas la diffuser. <p>M. Jérôme Ouellet mentionne qu'une pression est énorme sur les établissements, émise par les milieux privés (RPA). Plusieurs commentaires dans le clavardage. M. Ouellet ajoute qu'il aurait été nécessaire de nommer le temps de déploiement essentiel au bon fonctionnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mme Labarre mentionne qu'il est difficile de mettre une telle note puisque la formation entre en vigueur au même moment que le Règlement. <p>Mme Vickie Arseneault, mentionne résistance au niveau de la gouvernance interne. Des directions attendent d'obtenir l'information à leur table nationale de coordination avant de déployer le Règlement et la Règle de soins nationale (RSN). Aussi elle se questionne par rapport au centre de détention si la Sécurité publique a été informé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mme Labarre mentionne que l'entrée en vigueur était le 2 juin et que les établissements ont la responsabilité du déploiement. Le déploiement est indépendant des rencontres nationales de directions du MSSS. Chaque établissement doit mettre un place un plan de déploiement et une gouvernance permettant sa réalisation. ○ Pour les centres de détention, des travaux ont été effectué avec le ministère de la sécurité publique et Mme Elvira Gallant responsable du dossier des 	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<p>soins en centre de détention au MSSS, et ce, avant même l'entrée en vigueur du Règlement.</p> <p>Mme Nadia Maddalena mentionne ne pas avoir diffusé la RSN dans son établissement afin de bien arrimer le tout.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mme Labarre mentionne que les travaux de déploiement peuvent prendre quelques mois mais que la RSN doit être celle déployée dans tous les établissements puisque c'est la seule qui doit être en vigueur. <p>La DSI n'est pas la seule en responsabilité dans le déploiement. Il importe que toutes les directions connaissent leur responsabilité dans ce dossier. Pour les RPA, il n'y a pas eu beaucoup de changements dans la nouvelle RSN.</p> <p>Plusieurs commentaires dans le clavardage également.</p> <p>Mme Line Allaire ajoute que le fait que l'OIIQ a fait une publication en lien avec la RSN a des conséquences sur les infirmières qui voulaient l'appliquer immédiatement et qu'une communication a dû être acheminée à l'ensemble des directions de coordination afin de préciser que le déploiement de la RSN est à modalité variable selon les établissements et leur plan de déploiement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mme Labarre mentionne qu'elle assurera un suivi auprès de l'OIIQ afin qu'elle nuance sa publication en ce sens. <p>b) État de situation des communications effectuées par le MSSS. Les groupes suivants ont été rencontrés : formateurs des centres de formations professionnelles, répondants RI-RTF, regroupement RI-RTF, directeurs DP=DI-TSA et DSM, ordre des pharmaciens.</p> <p>Communications planifiées à venir : Congrès OIIQ, Directeurs SAD- DQÉPÉ, responsable certification RPA, Regroupement EESAD</p> <p>c) Principaux enjeux discutés</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<p>Gouvernance interne</p> <p>Mme Labarre mentionne que ce sujet sera abordé à la TNCSSI du 9 novembre prochain.</p> <p>Réseau d'échanges et de communications entre les établissements</p> <p>Karine Labarre mentionne qu'une demande de développement d'une communauté de pratique virtuelle a été acceptée. Elle invite les personnes intéressées à échanger sur le besoin et la structure à mettre en place à manifester leur intérêt. Les personnes suivantes souhaitent participer aux travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Line Allaire (CIUSSSE-CHUS) ▪ Annick Molaison (CISSS des Îles) ▪ Caroline Rivest (MCQ) ▪ Martine Dumoulin (COMTL) ▪ Nadia Maddalena (CIUSSS NIM) ▪ Johanne Laplante (CISSSME16) ▪ Suzanne Roy (CISSSCA) ▪ Marie-Michele Theriault (CSTU) ▪ Marie-Helene Lalonde (CISSSLAU) ▪ Nancy Cyr (CIUSSSCN) ▪ Vickie Arseneault (CISSS Laval) <p>Traduction anglaise des documents de formation</p> <p>Vickie Arseneault, soulève un enjeu relatif à la traduction du matériel de formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Karine Labarre explique les démarches actuelles effectuées par des établissements des régions nordiques afin d'obtenir une licence de traduction. Elle mentionne également que le MSSS attribuera une seule licence de traduction pour n'avoir qu'une seule version anglaise des documents. 	<p>Suivi effectué auprès de l'OIIQ et la publication sur leur site a été modifiée.</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<ul style="list-style-type: none"> - Les établissements qui souhaitent obtenir une version anglaise doivent adresser leur demande aux Publications du Québec. <p>Marie-Michèle Thériault mentionne que le Centre de Santé de l'Ungava a procédé à la demande de licence de traduction auprès du MSSS. M. Legendre dit qu'ils ont procédé à la traduction de la RSN et de matériel de formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mme Labarre mentionne qu'une demande officielle d'autorisation doit être adressée via les publications du Québec en raison des droits d'auteurs et des normes à respecter en lien avec la traduction de document. Puisque plusieurs établissements ont fait cette demande ou la feront, nous allons examiner une solution avec la propriété intellectuelle pour simplifier le tout. <p>Supervision et autorisation directes</p> <p>Des enjeux sont adressés en lien avec la supervision et l'autorisation directes. Karine Labarre mentionne qu'une demande d'interprétation a été effectuée auprès de la Direction des affaires juridiques du MSSS. En attente d'interprétation</p> <p>Enjeux relatifs à la médication (insuline, FADM provinciale)</p> <p>Mme Labarre mentionne que la problématique de nommer une molécule comme l'insuline a été communiquée auprès de l'OPQ. Dès qu'il y aura une opportunité d'ouvrir le Code des professions, le libellé des articles 39.6, 39.7 et 39.8 sera alors révisé. Les ordres visés comprennent bien cet enjeu et souhaite également revoir le tout.</p>	<p>Enjeu discuté avec lors de la rencontre de la Table nationale des DSI.</p> <p>Plusieurs ont rapportés mettre en place une structure qui va permettre d'assurer la pérennité et la responsabilité de toutes les directions visées mais que cela implique plus de temps.</p> <p>Un doodle sera envoyé par Geneviève Plourde</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<p>Nadia Maddalena mentionne que plusieurs parents ajustent eux-mêmes l'insuline et n'ont pas d'échelle prescrite. Elle demande si cela est considéré comme prêts à être administrés?</p> <p>FADM provinciale</p> <p>Cette demande a déjà été discuté avec l'Ordre des pharmaciens et la direction des affaires pharmaceutiques au MSSS. L'entrée en vigueur de la Règle de soins nationale fait ressortir différentes problématiques en lien avec les pharmacies communautaires et les FADM. Cette demande sera adressée à nouveau par la DNSSI et l'Ordre des pharmaciens du Québec.</p> <p>Aussi, d'autres enjeux sont soulevés en lien avec les FADM tel que :</p> <p>Guy Thibault (CIUSSSCN) : enjeu de consultation entre les FADM et les directives infirmières sur un autre formulaire.</p> <p>Martine Dumoulin (COMTL) : Question : Si l'infirmière demande au pharmacien de mettre des consignes dans la FADM, qui devient imputable des consignes?</p> <p>Annick Molaison (CISSS îLes) : Les pharmacies communautaires ne fournissent pas de FADM pour les résidences. Ce sont présentement les infirmières du SAD qui devront faire les FADM pour tous les usagers dans les résidences. Est-ce que ce serait possible de demander aux pharmacies communautaires de fournir obligatoirement des FADM de façon mensuelle?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Karine Labarre mentionne qu'il s'agit d'entreprises privées et qu'il n'y a aucune obligation des pharmacies communautaires. Cet enjeu sera adressé à la direction des affaires pharmaceutiques. 	<p>aux personnes intéressées aux travaux.</p> <p>Une rencontre s'est tenue avec la propriété intellectuelle du MSSS est les deux établissements.</p> <p>Un suivi a été effectué et une licence de traduction</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<p>Mélanie Rouleau (09 CISSS) : Est-ce qu'il y a d'autre région où, parfois, une infirmière n'est pas au dossier? Nous avons cette problématique avec les centres de répit et les usagers en santé mentale à domicile, par exemple.</p>	<p>accordée à l'établissement de M. Legendre. La version anglaise sera par la suite disponible aux établissements qui obtiendront les droits.</p> <p>Questionnement adressé à l'Ordre des pharmaciens du Québec. En attente de suivi.</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
<p>4. Suivis « Formation sur les activités de soins confiées aux aides-soignants »</p>	<p>a. Nouvelle version cahiers et PPT : corrections majeures</p> <p>KL mentionne qu'une erreur majeure s'est glissée dans le cahier de formation, soit l'omission du contenu relatif à la voie d'administration auriculaire.</p> <p>Une nouvelle version des cahiers de formation et du cahier du participant vous sera acheminée. Le changement d'une image dans les formulaires de directive sera par le fait même effectuée.</p> <p>Elle demande au répondant de supprimer le dossier comprenant les versions précédentes lorsque la nouvelle version leur sera acheminée et d'assurer le suivi auprès des personnes formées. Mme Boudreault de la Fédération des centres de services scolaires du Québec fera également l'envoi de la nouvelle version aux personnes déjà formées.</p> <p>Elle invite à contacter Mme Boudreau lorsque des changements d'inscription surviennent. De nouvelles dates de formations seront offertes sous peu.</p> <p>b. Bilan « Formation de formateur »</p> <p>Près de 200 formateurs formés à ce jour et de 150 autres inscrits d'ici décembre 2022.</p> <p>c. Remise des trousse de formateurs et attestations</p> <p>Il est mentionné d'apposer le logo des établissements sur les formulaires d'attestation de formation envoyé aux répondantes.</p> <p>d. Suivi rencontre OIIQ et OIIAQ concernant la contribution des infirmières et infirmières retraitées</p>	<p>Envoi des nouvelles versions aux répondantes DSI le 2 novembre 2022</p> <p>Suivi effectué par Mme Mélanie Boudreault</p> <p>Correspondance pour annoncer les dates de formation de l'hiver 2023 aux répondantes DSI effectuées</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<p>Une rencontre a eu lieu avec l'OIIQ et l'OIIAQ concernant la possibilité pour les établissements d'avoir recours à des retraitées qui ne sont plus membres des ordres professionnelles à titre de formateurs. La réponse est oui pour la formation en salle, mais non pour la formation des soins invasifs qui doit se dérouler auprès des usagers.</p> <p>e. Suivi formation ENA Pas de question ni commentaires</p> <p>f. Autres Mme Vickie Arseneault du CISSS Laval demande si un registre national sera rendu disponible. Elle ajoute que des travaux sont en cours dans son établissement afin d'informatiser le registre de formation- supervision- autorisation.</p> <p>Mme Labarre mentionne que le MSSS explorera la possibilité de développement un registre national pour les aides-soignants. Il y a toutefois des enjeux face aux données nominatives de personnes qui ne sont pas des employés du RSSS.</p> <p>KL invite Mme Arseneault à présenter dans une prochaine rencontre de répondant. Mme Maddalena mentionne qu'elle aimerait recevoir les registres en format word.</p> <p>Par soucis de temps, une rencontre sera replanifiée afin de compléter l'ODJ</p>	<p>Présentation effectuée lors de la rencontre du 10 novembre 2022.</p> <p>Registres en format word acheminés aux répondantes DSI</p>
<p>5. Questions fréquentes</p>	<p>a. Administration des médicaments en situation d'urgence Le contenu quant aux MSI visé sera ajouté à la formation actuelle lors de la révision des contenus et ce même s'il ne s'agit d'une activité de soins confiée.</p> <p>b. Distribution versus administration des médicaments</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi
	<ul style="list-style-type: none"> c. Restriction soins invasifs d. Formation (anciennes inf.- inf. aux., étudiants, ajouts PPT) e. Délégation aux infirmières et inf. auxiliaires des lieux f. PPA rémunérée avec chèque-emploi services <p>Autres questions</p> <p>Mme Maddalena du CIUSSS NIM soulève des enjeux relatifs aux prescriptions d'insuline dans les milieux scolaires lorsque les parents ajustent eux-mêmes l'insuline sans prescription officielle. Or, l'aide-soignant peut administrer ce médicament lorsqu'il est prescrit et prêt à être administré seulement.</p> <p>KL ne peut offrir de réponse elle fera un suivi auprès de l'Ordre des pharmaciens du Québec. Aussi, elle précise que les DSI ont la légitimité pour mettre en place des mesures d'encadrement supplémentaires ou des restrictions. Mme Maryse Plourde du CISSS BSL mentionne qu'ils ont le même problème.</p> <p>Avant de conclure, Karine Labarre demande aux participants si cette rencontre répond aux besoins des répondants DSI. En attendant la CvP, il est suggéré de prévoir d'autres rencontres de suivi. Les participants expriment leur accord avec cette proposition.</p>	
6. Prochains livrables		
7. Modalités de fonctionnement des prochaines rencontres		
6 Planification de la prochaine rencontre	<p>La prochaine rencontre se tiendra le 10 novembre 2022 de 10 h 30 à 12 h.</p> <p>Une convocation sera acheminée aux répondantes DSI.</p>	